

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants des résultats financiers d'octobre 2000

### Déficit budgétaire de 301 millions de dollars en octobre 2000

Le gouvernement a enregistré un déficit budgétaire de 301 millions de dollars en octobre 2000 comparativement à un excédent de 111 millions en octobre 1999. Ce déficit était attribuable au paiement spécial de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs dans le cadre des nouveaux investissements fédéraux à l'appui de l'entente conclue entre les premiers ministres le 11 septembre sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (9,3 %) en raison de la progression de toutes les principales composantes à l'exception de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,8 milliard de dollars (13,1 %) en raison de la hausse des transferts au compte du Régime de pensions du Canada (RPC) et à celui de l'assurance-emploi, ce qui reflète des paiements insuffisants pour les périodes antérieures. Les versements bruts se rapportent à la fois à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur le revenu des particuliers payable (conformément aux accords de perception fiscale conclus avec les provinces participantes) de même qu'aux cotisations au RPC et aux cotisations d'assurance-emploi versées par les employés

et les employeurs. Les retenues effectuées mensuellement à ce titre sont fondées sur des estimations, et des ajustements sont apportés une fois que l'Agence des douanes et du revenu du Canada fournit des données préliminaires ou définitives. Selon les données préliminaires pour 1999, les sommes transférées des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers aux comptes du RPC et de l'assurance-emploi ont atteint 1,4 milliard en octobre 2000.

- Les recettes au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (74,3 %), traduisant surtout des facteurs chronologiques se rapportant aux acomptes mensuels d'impôt, comme on le voit plus loin. Les autres recettes d'impôt sur le revenu ont aussi nettement grimpé après avoir diminué le mois dernier.
- La hausse de 0,4 milliard de dollars (30,0 %) des rentrées de cotisations d'assurance-emploi résulte d'un transfert de recettes d'impôt sur le revenu des particuliers faisant suite à un paiement insuffisant pour l'année d'imposition 1999.
- Les taxes et les droits d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (14,5 %); toutes les composantes sont nettement en hausse.
- Les recettes non fiscales ont aussi augmenté. Les variations mensuelles de cette composante sont extrêmement erratiques, traduisant le calendrier de réception des paiements.



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	octobre		d'avril à octobre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	12 000	13 112	91 215	100 414
Dépenses de programmes	-8 634	-10 007	-59 205	-63 114
Solde de fonctionnement	3 366	3 105	32 010	37 300
Frais de la dette publique	-3 255	-3 406	-23 803	-24 103
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	111	-301	8 207	13 197
<b>Opérations non budgétaires</b>	1 064	859	-3 155	-5 126
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	1 175	558	5 052	8 071
<b>Opérations de change</b>	-1 039	893	-862	1 330
<b>Solde financier net</b>	136	1 451	4 190	9 401
<b>Variation nette des emprunts</b>	3 784	3 658	-6 916	-14 652
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	3 920	5 109	-2 726	-5 251

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont grimpé de 1,4 milliard de dollars (15,9 %). Le paiement de 1 milliard versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux explique une partie de cet accroissement.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,7 % en raison de la hausse des paiements aux aînés, et les prestations d'assurance-emploi sont demeurées stables.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont grimpé de 10,0 % en raison de la bonification des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPP) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont bondi de 26,8 %, surtout en raison du paiement de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars

(4,6 %), traduisant en partie les rajustements effectués en octobre 1999 pour corriger la surestimation des données au cours de mois précédents.

### Excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,2 milliards de dollars, en hausse de 5,0 milliards par rapport à l'excédent de 8,2 milliards déclaré pour la même période en 1999-2000.

Ces résultats sont conformes à la moyenne des prévisions du secteur privé relativement à l'excédent budgétaire de 2000-2001, tel qu'il a été établi dans le document *Énoncé économique et mise à jour budgétaire* du 18 octobre dernier.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 9,2 milliards de dollars (10,1 %) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 3,5 milliards

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	octobre		variation	d'avril à octobre		
	1999	2000		1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 213	5 397	-13,1	45 291	48 840	7,8
Impôt sur le revenu des sociétés	1 063	1 853	74,3	9 837	13 201	34,2
Autres	252	381	51,2	1 693	1 820	7,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 528	7 631	1,4	56 821	63 861	12,4
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 242	1 614	30,0	11 234	11 548	2,8
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	2 003	2 325	16,1	13 606	14 723	8,2
Droits de douane à l'importation	211	230	9,0	1 379	1 569	13,8
Taxes de vente et d'accise	633	706	11,5	4 911	4 946	0,7
Total des taxes et droits d'accise	2 847	3 261	14,5	19 896	21 238	6,7
<b>Total des recettes fiscales</b>	11 617	12 506	7,7	87 951	96 647	9,9
<b>Recettes non fiscales</b>	383	606	58,2	3 264	3 767	15,4
<b>Total des recettes budgétaires</b>	12 000	13 112	9,3	91 215	100 414	10,1

de dollars (7,8 %) surtout en raison des recettes plus élevées au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent. En outre, les montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et la baisse des remboursements pour l'année d'imposition 1999 ont contribué à l'augmentation d'une année sur l'autre. D'ici la fin de l'exercice, la progression de cette composante devrait ralentir à mesure que l'effet des réductions d'impôt se fera sentir.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (34,2 %). Même si cette hausse reflète en partie la vigueur soutenue des bénéficiaires des sociétés, qui ont progressé de 17,5 % au cours des trois premiers trimestres de 2000 par rapport à la même période l'an dernier, le mécanisme des acomptes d'impôt y a également contribué. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'impôt en fonction soit de l'impôt effectivement exigible pour l'année précédente, soit de l'impôt dont elles prévoient être redevables pour l'année en cours. Elles doivent verser leurs paiements

finis dans les 30 jours suivant la fin de leur année d'imposition. Même si les bénéfices des sociétés ont nettement rebondi en 1999, les acomptes mensuels d'impôt pour la majeure partie de l'année d'imposition 1999 se fondaient sur l'impôt exigible pour 1998, année au cours de laquelle les bénéfices des sociétés ont diminué, ce qui explique la baisse des acomptes en 1999. Comme les acomptes mensuels courants sont comparés aux acomptes sous-estimés de l'an dernier, les changements d'une année sur l'autre n'indiquent sans doute pas fidèlement les résultats pour l'ensemble de l'année.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,8 % puisque la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est passé de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables en 1999 à 2,40 \$ en 2000) a été plus que compensée par l'effet des rajustements des années antérieures et par l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent, et qui cotisent donc à l'assurance-emploi.

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 964	2 037	3,7	13 513	13 990	3,5
Prestations d'assurance-emploi	750	750	0,0	5 969	5 806	-2,7
<b>Total</b>	<b>2 714</b>	<b>2 787</b>	<b>2,7</b>	<b>19 482</b>	<b>19 796</b>	<b>1,6</b>
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	7 292	7 875	8,0
Transferts fiscaux	868	976	12,4	6 081	6 807	11,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-1 313	-1 439	9,6
<b>Total</b>	<b>1 722</b>	<b>1 895</b>	<b>10,0</b>	<b>12 060</b>	<b>13 243</b>	<b>9,8</b>
<b>Dépenses directes de programmes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	48	7	-85,4	315	263	-16,5
Affaires étrangères	174	212	21,8	821	778	-5,2
Santé	86	67	-22,1	587	633	7,8
Développement des ressources humaines	159	120	-24,5	866	579	-33,1
Affaires indiennes et du Nord	262	176	-32,8	2 514	2 646	5,3
Industrie et développement régional	127	125	-1,6	737	732	-0,7
Anciens combattants	117	122	4,3	805	841	4,5
Autres	162	1 057	552,5	1 147	2 087	82,0
<b>Total</b>	<b>1 135</b>	<b>1 886</b>	<b>66,2</b>	<b>7 792</b>	<b>8 559</b>	<b>9,8</b>
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	100	53,8	485	615	26,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 045	1 070	2,4
Autres	70	167	138,6	595	874	46,9
<b>Total</b>	<b>285</b>	<b>417</b>	<b>46,3</b>	<b>2 125</b>	<b>2 559</b>	<b>20,4</b>
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	799	989	23,8	5 595	5 762	3,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 979	2 033	2,7	12 151	13 195	8,6
<b>Total</b>	<b>2 778</b>	<b>3 022</b>	<b>8,8</b>	<b>17 746</b>	<b>18 957</b>	<b>6,8</b>
<b>Total des dépenses directes de programmes</b>	<b>4 198</b>	<b>5 325</b>	<b>26,8</b>	<b>27 663</b>	<b>30 075</b>	<b>8,7</b>
<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>8 634</b>	<b>10 007</b>	<b>15,9</b>	<b>59 205</b>	<b>63 114</b>	<b>6,6</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>3 255</b>	<b>3 406</b>	<b>4,6</b>	<b>23 803</b>	<b>24 103</b>	<b>1,3</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>11 889</b>	<b>13 413</b>	<b>12,8</b>	<b>83 008</b>	<b>87 217</b>	<b>5,1</b>
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 571	6 568	17,9	39 334	41 598	5,8

- Les recettes de taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (6,7 %). Les rentrées de taxe sur les produits et services ont progressé de 1,1 milliard (8,2 %), ce qui correspond de façon générale à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement grimpé, alors que les taxes de vente et d'accise ont à peine augmenté.
- Les recettes non fiscales sont en hausse de 0,5 milliard de dollars (15,4 %).

D'avril à octobre 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (6,6 %) par rapport à la même période l'an dernier. Toutes les principales composantes sont touchées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,6 % alors que la hausse des prestations aux aînés a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Le montant plus élevé des prestations aux aînés traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont progressé de 9,8 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la décision, annoncée dans le budget de 1999, de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la différence entre le total des dépenses de programmes et les principaux

transferts aux particuliers et à d'autres administrations, ont augmenté de 8,7 %. Cette composante englobe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires, de l'effet des nouvelles initiatives annoncées dans les récents budgets et du paiement en fiducie de 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs à l'appui de l'entente conclue par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (1,3 %), l'effet des taux d'intérêt un peu plus élevés ayant plus que compensé la baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

## **Ressources financières de 8,1 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à octobre 2000**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminés ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	octobre		d'avril à octobre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	111	-301	8 207	13 197
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	170	50	190	256
Autres	47	-961	-74	-778
Total	217	-911	116	-522
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	-59	871	232	333
Comptes de pension de retraite	463	167	2 777	1 626
Autres	-29	9	-126	-56
Total	375	1 047	2 883	1 903
<b>Autres opérations</b>	472	723	-6 154	-6 507
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	1 064	859	-3 155	-5 126
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	1 175	558	5 052	8 071
<b>Opérations de change</b>	-1 039	893	-862	1 330
<b>Solde financier net</b>	136	1 451	4 190	9 401

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	octobre		d'avril à octobre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
<b>Solde financier net</b>	136	1 451	4 190	9 401
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 173	3 931	1 967	9 949
Obligations d'épargne du Canada	-4	-191	-686	-981
Bons du Trésor	150	-300	-3 650	-20 350
Autres	-234	109	301	191
Total	4 085	3 549	-2 068	-11 191
Payables en devises				
Obligations négociables		-28	-415	-2 202
Billets et prêts				
Bons du Canada	-301	173	-4 177	-1 223
Billets du Canada		-36	-256	-36
Total	-301	109	-4 848	-3 461
<b>Variation nette des emprunts</b>	3 784	3 658	-6 916	-14 652
<b>Variation de l'encaisse</b>	3 920	5 109	-2 726	-5 251

Tableau 6

**État condensé de l'actif et du passif**

	31 mars 2000	31 octobre 2000	variation
		(M\$)	
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	35 590	-5 158
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 972	1 626
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	6 550	333
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 600	-363
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	143 122	1 596
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	303 876	9 949
Bons du Trésor	99 850	79 500	-20 350
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 508	-981
Obligations non négociables et billets	3 552	3 744	192
Total partiel	423 818	412 628	-11 190
Payable en devises	32 588	29 129	-3 459
Total de la dette non échue	456 406	441 757	-14 649
Total de la dette portant intérêt	597 932	584 879	-13 053
Total du passif	638 680	620 469	-18 211
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	18 864	14 659	-4 205
Comptes d'opérations de change	41 494	40 163	-1 331
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 318	522
Total de l'actif	74 154	69 140	-5 014
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	<b>564 526</b>	<b>551 329</b>	<b>-13 197</b>

# La revue financière

---

La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,1 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 2000-2001, ce qui est attribuable en partie au versement, à une fiducie administrée par un tiers, de 2,5 milliards au titre du supplément du TCSPS annoncé dans le budget de 2000 et aux paiements découlant de l'entente sur la parité salariale.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars et des besoins nets de 5,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 8,1 milliards pour la période d'avril à octobre 2000, comparativement à des ressources financières de 5,1 milliards pour la même période l'an dernier.

## **Ressources financières nettes de 9,4 milliards de dollars d'avril à octobre 2000**

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la

vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les sept premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des ressources nettes de 1,3 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 0,9 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars, des besoins nets de 5,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 1,3 milliard pour les opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 9,4 milliards pour la période d'avril à octobre 2000, comparativement à des ressources nettes de 4,2 milliards pendant la même période de l'année précédente.

## **Chute de 14,7 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à octobre 2000**

En octobre 2000, la dette du gouvernement détenue sur les marchés s'est accrue de 3,7 milliards de dollars, de sorte que, pour les sept premiers mois de 2000-2001, le remboursement net de la dette détenue sur les marchés a atteint 14,7 milliards. Cela comprend les ressources financières nettes de 9,4 milliards et une réduction de l'encaisse de 5,3 milliards. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois. À la fin d'octobre 2000, l'encaisse s'établissait à 7,8 milliards de dollars.

